

Projet de Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020

M. le Président, mes cher(e)s collègues,

Le Premier ministre a annoncé hier une série de mesures en faveur de l'investissement, qui portent à la fois sur l'investissement public, l'investissement privé et l'emploi. Celles-ci viennent s'ajouter au Crédit Impôt Compétitivité Emploi et au pacte de responsabilité.

Le pouvoir d'achat des ménages est en progression (plus d'1 % en 2014), et cela va continuer en 2015, grâce en particulier à la baisse du prix du pétrole et à la baisse de l'impôt sur le revenu. La consommation des ménages repart (+ 3 % en un an sur les achats de biens).

Les marges des entreprises se rétablissent grâce aux mesures de politique économique prises par le Gouvernement (CICE/Pacte) et grâce à la baisse du prix du pétrole et à la dépréciation de l'Euro. Les prévisions indiquent une forte hausse du taux de marge des entreprises au premier semestre.

Il nous faut accélérer le mouvement, et c'est toute l'ambition du Gouvernement et du Président de la République.

Dans ce contexte, le Contrat de plan entre l'État et la Région vise à soutenir notre économie en agissant sur plusieurs leviers.

Le volet « mobilité territoriale » mobilise un budget total de 1,176 milliard €, dont 120 millions vont aux projets routiers et notamment à la RN 164.

Le volet « enseignement supérieur, recherche et innovation », dont ma collègue Corinne Erhel nous parlera plus en détail, bénéficie d'une enveloppe de 294,3 millions € répartis autour de trois thématiques : L'immobilier et la structuration de sites, le financement des équipes scientifiques pour la recherche, le soutien à l'innovation.

Il faut ici souligner, M. le Président, notre mobilisation exceptionnelle sur cette enveloppe qui prépare l'économie de demain.

Le volet pour la transition écologique et énergétique mobilise quant à lui 245,5 millions €.

Enfin, le volet territorial voit sa traduction concrète dans les contrats que la Région passe avec les Îles du Ponant et les 21 Pays de Bretagne.

Au total, le cumul de l'ensemble des crédits dépasse les 2 milliard d'euros d'ici 2020.

Ceci me permet de faire le lien avec la méthode choisie : la concertation

Concrétisation de l'effort d'investissement pour la Bretagne, la nouvelle génération du Contrat de plan Etat-Région a été formalisé le 13 décembre 2013, lors de la signature du Pacte d'avenir pour la Bretagne. Le CPER devait être l'un des canaux majeurs de mise en œuvre de nos engagements conjoints.

Et pourtant, qu'avions-nous entendu à l'époque. Que le pacte était vide de sens, vide de toute ambition. Les oiseaux de mauvais augure font rarement les bons présages.

La vérité, c'est que le gouvernement a entendu les Bretonnes et les Bretons, il a compris l'importance d'une stratégie à long terme pour l'attractivité de notre territoire. Il a saisi les revendications portées grâce à la vaste concertation que nous avons mené ensemble. Grâce au pacte d'avenir pour la Bretagne, l'enveloppe prévisionnelle proposée par l'État a été augmentée de 10%.

Les fonds européens, avec 200 millions d'euros supplémentaires pour le FEADER, ajoutés aux engagements des collectivités bretonnes et aux autres sources de financement, nous portent à un potentiel de plus de 3,3 milliard de crédit publics engagés sur notre territoire.

Victoire d'une méthode, je disais donc. Celle qui voit réussir le dialogue entre tous les acteurs, tous ceux qui se mobilisent et travaillent à la la réussite de notre territoire.

Je pourrais prendre l'exemple de la conférence sociale régionale qui associe l'État, le Conseil régional, les organisations syndicales de salariés présentes au CESER, les organisations patronales interprofessionnelles, la FRSEA ainsi que d'autres acteurs de la société civile.

Cette méthode n'est pas nouvelle. Contrats de Pays, formation, Nouvelle Alliance Agricole. Elle guide notre action depuis le début et a permis la mise en œuvre de notre programme, pour les Bretonnes et les Bretons.

M. le Président, avec ce contrat de plan. Nous bâtissons ensemble l'avenir. La Bretagne qui réussit, c'est la Bretagne qui se bat ensemble, sur tous les fronts. Ainsi agit le Conseil régional de Bretagne.